



SNTRS Informations

Bulletin d'Information du SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif

Tel : 01 49 58 35 85 – Mel : sntrs-cgt@cnrs.fr – Web : www.sntrs.fr

N°357 du 19 février 2026

SOMMAIRE

Spécial Commission Exécutive

- Relevé de décision de la CE du 27 janvier 2026
- Relevé de décision de la CE du 12 février 2026

Relevé de décision de la CE du 27 janvier 2026

Ordre du jour :

1. Rapport introductif Pierre GIROUX
2. Prise de paroles des organismes du SNTRS-CGT
3. Débat général
4. PSC
5. En cas d'appel à la grève doit-on ou non participer aux instances et réunions
6. Lancement de la campagne des élections pro (décembre 2026)
7. Validation des prochaines JE
8. Complément : groupe de travail

1. Rapport introductif Pierre GIROUX

Tenter, braver, persister, persévérer, être fidèle à soi-même, prendre corps à corps le destin, étonner la catastrophe par le peu de peur qu'elle nous fait, tantôt affronter la puissance injuste, tantôt insulter la victoire ivre, tenir bon, tenir tête.

Etonner la catastrophe !

Aujourd'hui, la catastrophe est protéiforme.

Pour Gaza et ses habitants d'abord, pour qui nous n'avons plus de mots assez forts pour exprimer notre colère et notre soutien.

Pour les victimes des conflits aux motifs religieux et/ou impérialistes. Le CICR et l'Institut de Recherche pour la Paix en ont recensé 130 en cours dans le monde en ce mois de Janvier.

La catastrophe a des visages : Meloni, Modri, Trump.

A propos de ce dernier, et sans m'étaler, nous assistons à la continuité, toujours plus brutale, de l'impérialisme et à la volonté hégémonique états-uniennes. Le coup d'État sanglant Vénézuélien, la tentative d'annexion du Groenland ont frappé nos esprits ces dernières semaines.

Je ne céderai pas à la facilité de me moquer de Trump. Rappelons-nous que cet homme n'est que la marionnette volontaire d'un capitalisme prédateur et d'une idéologie mortifère.

D'ailleurs, les agissements et assassinats perpétrés par sa milice ICE nous glacent.

Mais si nous sommes horrifiés, d'autres salivent.

A l'instar d'un Arno Klarsfeld qui appelle, en France, à des rafles d'OQTF (rabaissant ainsi des humains à un acronyme), l'extrême-droite bombe le torse et attend son heure. Son assise politique est bien établie grâce, entre autres, à son alliance avec une droite réactionnaire et un centre qui applique ses méthodes brutales.

Ses militants peuvent défiler tranquillement dans les rues de Paris (comme c'était le cas ce 17 Janvier). Une parole décomplexée, des électeurs galvanisés, alimentés par des milliardaires qui voient là une occasion de faire conjuguer capitalisme et idéologie raciste et fasciste : tout cela laisse craindre le basculement de nouvelles mairies vers une extrême-droite et une droite dignes héritières de leurs prédécesseuses. Leur volonté commune, soutenue par le patronat de la grande distribution, de s'attaquer à la journée des travailleurs et travailleuses, le 1^{er} mai, en est l'illustration. La mobilisation portée par la CGT a permis la non-adoption de ce texte rétrograde.

Pour les indécis, le recours à d'énormes 49.3 pour faire passer le budget Lecomte renforce le sentiment d'une classe politique méprisante et déconnectée. En effet, bafouant ses promesses, le premier ministre fait passer un budget antisocial (avec la suppression de réduction d'impôts et le refus d'instaurer une taxe Zucman), martial (avec l'augmentation du budget de l'armée) et qui met à mal les services publics (je reviendrai plus tard sur les effets pour les ONR).

Un coin de ciel bleu dans cette actualité politique, notamment pour les camarades de la confédération paysanne et la CGT des gardiens de troupeaux : la députée européenne insoumise Manon Aubry a fait passer sa résolution

renvoyant le Mercosur devant la cour européenne de justice, obtenant ainsi un sursis pour un monde agricole, qui semble-t-il, commence à prendre ses distances avec le RN et consorts.

Dans le jeu politicard, les énièmes traîtres socialistes, alliés d'un Lecornu et d'un Macron, sont coupables. On ne va pas se mentir, depuis juin 2024, on attendait cette trahison. Elle met pourtant à mal, voir donne un coup d'arrêt à une gauche unie, qui aurait pu porter les espoirs du camp des travailleurs pour les prochaines élections.

Pour autant, nous ne regrettons pas l'appel à une union des partis de gauche, lancée par notre secrétaire nationale, au lendemain d'une dissolution de l'assemblée nationale.

Elle l'a fait en toute indépendance, en notre nom à toutes et tous. Cette indépendance que nous continuons à porter, malgré des tweets comme celui de Mélenchon du 8 Janvier, et notre combativité nous permettent aujourd'hui d'être parmi les derniers crédibles dans la lutte contre le fascisme et le capitalisme.

Je vous rappelle d'ailleurs la tenue d'un grand meeting pour les libertés syndicales le 4 février au siège de notre confédéré, à Montreuil. Ce meeting sera animé par le camarade Meurice et sa bande (j'ai failli dire son syndicat), avec le partenariat de Radio Nova.

Je reviens maintenant sur le budget et ses effets pour le CNRS (nos camarades des autres organismes s'exprimeront, comme d'habitude, par la suite).

Le CNRS reste sur un budget constant. C'est à dire qu'il n'y aura pas d'augmentation ni de diminution (chouette !). Mais ! Il y a plusieurs mais.

D'abord on est loin des promesses de la LPR. Vous me direz : on n'y a pas cru donc on n'est pas déçus. Il n'empêche que les promesses de cette loi ont permis de faire passer des pilules (telles que les CPJ) à d'autres syndicats qui s'en félicitent encore, brisant alors une unité nécessaire.

Ensuite, si on regarde dans le détail, le maintien constant du budget du CNRS cache la réalité : le GVT, la PSC, le CAS pension, le coup de pouce au point d'indice de Guerini, autant de mesures qui sont à prendre, au fil des années, sur ce budget constant.

Ainsi, la masse salariale du CNRS, qui représente 91 % du budget, augmente d'année en année. Au siège, on parle de 230 millions qui manqueront en fin d'année 2026.

Ce montant est à mettre en regard des 270 millions octroyés aux instituts et redistribués dans les labos pour ensuite payer les frais d'infrastructure (électricité, chauffage) et participer aux frais collectifs. Notez que je ne parle pas, plus, de financer une politique scientifique.

En effet, la politique scientifique propre au CNRS, à ses instituts et à ses laboratoires, n'existe en effet plus. De l'aveu même d'Antoine Petit : « Sans moyens, on fait du bricolage et on n'avance pas ».

Ce bricolage c'est la politique de désumérisation sur laquelle nous reviendrons plus tard dans la journée.

Ce bricolage c'est la désorganisation des services centraux et ses conséquences. On a pu toucher ces effets du doigt avec le cafouillage autour des cotisations salariales des apprentis, survenu en toute fin d'année 2025. Ça ne va pas aller en s'améliorant : les délégations régionales se sont vues signifier en début d'année que ce sera 56 ETPT en moins, répartis sur les DR.

Ce bricolage c'est aussi l'interdiction de nouveaux CDD sur dotation en 2026. Pour embaucher un CDD, les instituts doivent démontrer qu'ils appliquent la logique du +1 -1 : un CDD entrant = un CDD sortant.

La solution de Bercy ? Le fonds de roulement !

En effet, en s'appuyant sur le rapport de la cour des comptes du printemps dernier, nos gouvernants souhaitent qu'on tape dans le fonds de roulement d'1 milliard d'euros. Ils omettent que ce qu'ils appellent « fonds de roulement » est l'argent abondé par les contrats ANR, ERC et autres (et je ne parle pas des reliquats). On n'est pas sur un fonds de roulement mais sur une véritable trésorerie de la recherche. Comment Bercy imagine que le CNRS puisse piocher dans cet argent qui ne lui appartient pas ? Quelles justifications pourra donner le CNRS à l'Europe ?

Derrière cette obligation se cache une idéologie, celle d'assujettir toujours plus les ONR à la recherche par contractualisation. Pour faire simple : contrat = financement = postes (en CDD) pour en partie faire de la recherche et en partie gérer ces contrats. C'est le serpent qui se mord la queue !

Quelques nouvelles de l'équipe dirigeante :

Le DGDR, François Pouget, arrive la semaine prochaine. Il nous vient du Samu Social. Il a donc l'habitude de tirer sur l'ambulance.

Le DGDS part à la retraite au mois d'Avril. Nous n'avons pas de nouvelles de son remplacement. Nous ne le regretterons pas.

Et enfin le PDG : le dépôt des candidatures courrait jusqu'au 5 janvier. Il a été prolongé jusqu'au 20 Février. Les deux candidatures (Thierry Dauxois, directeur de la Physique au CNRS et Vincent Berger, Haut-commissaire du CEA) ne satisfaisaient visiblement pas le gouvernement. Attendraient-ils une candidature plus politique ? Un ami de Macron serait à recaser ? La candidature de Sylvie Retailleau, un temps pressenti, est visiblement abandonnée après sa nomination à la présidence de la cité des sciences. Quid de Philippe Baptiste ? On attend le résultat d'une motion de censure...

Persistons à nous élever face à une pensée capitaliste qui domine ! Soyons fiers et fidèles à nous-même !

La grogne monte dans les labos, dans les DR : que ce soit sur les questions de budget, de CDD, de ZRR. Le SNTRS CGT peut construire des mobilisations pour orienter cette colère vers les principaux responsables : Macron et sa clique. Il nous appartient d'inventer les formes de ces mobilisations.

Cette année 2026 se clora par les élections professionnelles. Les différents groupes de travail se mettent en place. C'est tout le SNTRS CGT qui va devoir se mettre en route pour que nous réussissions notre pari d'être le syndicat n°1 des organismes de recherche, avec une participation massive.

Par notre enthousiasme, notre refus de baisser la tête, dans les rires, la fête : Étonnons la catastrophe !

2. Prise de paroles des organismes du SNTRS-CGT

De nombreuses discussions sur les budgets votés en déficit aux différents CA des organismes et souvent des baisses de recrutement chercheurs annoncées sauf au CNRS. Une grande partie des sujets abordés ici seront abordés dans le prochain BRS.

Ont également été dénoncés des retraits d'affiches SNTRS pour l'arrêt du conflit à Gaza à l'Ined, et des ZRR de plus en plus problématiques un peu partout.

3. Débat général

- FERC journée sur l'IA le 18 juin : Communiquer l'information.
- BN mandaté : faire un travail inter EPST sur l'action Sociale à partir des éléments réglementaires : Groupe de travail avec les élus dans les associations types CAES (pour répondre aux attaques de l'administration)
- BN mandaté pour étoffer le groupe de travail ZRR
- Faire des comptes rendus des groupes de travail (ceux créés lors du congrès et après)
- Accompagnement financier des camarades qui attaquent au TA/ZRR
- Vote pour que le SNTRS avance la facture entre 1500 et 1600 euros pour l'avocat pour le Ta de la camarade (d'autres syndicats vont également participer aux frais juridiques mais en attendant le SNTRS fera l'avance de l'intégralité).
- Prévoyance : problème avec la démarche MGEN de proposition de contrat individuel différent du futur contrat collectif
 - Le BN va faire une communication auprès des adhérents
 - Reprise des webinaires sur la PSC
- Comment abonder la caisse de grève : le sujet est encore à affiner (possibilité que le syndicat abonde directement au niveau national / participation des sessions)
- AG des sections : BN élargi le 3 février
 - Présentation pour discussion en sections retour ensuite en CE

4. PSC

- Envoyer la proposition de Josiane à la CE
- Les agents doivent se renseigner pour arrêter leur mutuelle
- Surtout pour les agents CNRS, avoir une adresse CNRS activée.

5. En cas d'appel à la grève doit-on ou non participer aux instances et réunions

- Demander de changer la date de l'instance. La participation reste la décision de l'élu qui peut juger si oui ou non il est important de participer en fonction de l'ODJ et des votes prévus.
- Si l'intersyndicale est en accord, alors on n'y va pas
- Il faut veiller à ne pas laisser la place aux autres syndicats sur des sujets importants
- Rédiger une fiche technique avec des points d'alertes sur la participation aux groupes de travail de l'administration. (Veiller à ne pas servir de caution pour des décisions que l'on ne 'valide' pas mais être présent pour avoir les informations).

6. Lancement de la campagne des élections pro (décembre 2026)

- Valider les candidatures au moment de la CE avant octobre (à partir du 5 au 22 octobre)
- Liste avant les vacances (toutes les listes à faire au premier semestre) ainsi que les professions de foi.
- Groupe de travail élections avec le groupe de travail Web

7. Validation des prochaines JE

- Validation de la Journée d'études le 24 juin (Extrême droite) après le CSN : « Lutter contre l'extrême droite »
Vote à l'unanimité
- Pour information : du 2 au 6 mars à Courcelles **Lutter contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques**
- Renvoyer toutes les dates des JE

Amendements (congrès CGT) 25 mars

Remettre le sujet « Désumérisation à la prochaine CE en visio

Mettre le point « Election Professionnelle » à toutes les prochaines CE jusqu'à la fin de l'année

8. Composition des groupes de travail (complément des décisions du CSN du 9 décembre)

- GT Elections pro

Claudia Gallina

Pierre Giroux

Marie Digoix

Stéphan Mora

Mathieu Benoît

Baptiste Demoulins

Efi Markou

- GT Congres Federal

(proposition JE)

Claudia Gallina

Jean Kister.

- GT CDD

Grégoire Nadin

Samuel Cousin

Christine Leininger

François Bonnarel

Patrice Morales

- GT Environnement

Marie-Anne Ario

Marc Regny-Demery

Samuel Cousin

François Bonnarel
Baptiste Demoulins
Jean Kister
Patrice Morales
Grégoire Nadin
Didier Gori
Vincent Jung
Arthur Marguerite
Pierre Giroux

Intégration de Jean-Baptiste Maistre au groupe de travail « Féministe ».

Relevé de décision de la CE du 12 février 2026

Ordre du jour :

- Appel à participation au GT handicap
- désUMRisations : point de situation et initiatives
- Participation au conseil national de la FERC – mandatement

Discussions :

- **Information sur l'appel à participation au GT handicap.**
- **Participation au conseil national de la FERC :**
 - o La CE mandate le BN pour trouver les camarades qui porteront les 4 mandats de délégués dont 1 retraité.
 - Claudia GALLINA est candidate pour un des mandats.
 - Jean-Pierre FITOUSSI est volontaire pour porter un mandat retraité.
- **Point désUMRisations :**
 - o Pour le recours au TA, la CE est partagée
 - o Proposition est faite de laisser le SNCS-FSU solliciter l'arbitrage du PDG en CSA le 2 mars, après quoi le SNTRS-CGT proposera le recours au TA.
 - o Si le SNCS-FSU ne répond pas favorablement et sans délais, le SNTRS-CGT estera seul, sans attendre.
 - o Impossibilité d'avoir un bilan exhaustif : construire avec les militants et les personnels un maillage pour tendre vers un bilan.
- Dans les autres actions il a été décidé de :
 - o Proposer des webinaires en format HIS (heure d'information syndicale) sur la situation des désUMRisations et la politique scientifique du CNRS, en lien avec la politique d'austérité.
 - Informer
 - Donner la parole aux agents – débattre et construire
 - S'appuyer sur le maillage militant pour redéployer l'information
 - o Soutenir les pétitions des unités en difficultés. Être présent aux côtés des personnels et mieux communiquer (afficher et partager) sur le positionnement du SNTRS en solidarité des personnels / camarades :
 - Localement, les camarades confirment le soutien du SNTRS et alertent le BN
 - Le BN organise la communication et les appels à soutien aux pétitions et comm de presse en lien avec les camarades.

- **Le changement de PDG :**
 - Il n'y a rien à attendre du prochain PDG qui sera nommé par Macron.
 - La fin des candidatures est fixée au 22 février 2026
 - La nomination interviendra dans les 2/3 mois qui suivent
 - Le DGDS fait la jonction jusqu'au 31 juillet 2026
 - 5 candidats sont identifiés :
 - **Décisions :**
 - Le SNTRS ne se positionnera pas sur les candidats
 - Faire une communication portant sur la lettre de mission souhaitée par le SNTRS au futur PDG
- **Faire d'autres communications importantes :**
 - ZRR : relayer celle déjà diffusée au niveau fédéral.
 - PSC : le texte est en cours de validation.

En conclusion :

- **La CE a décidé :**
 - Organiser des webinaires sur les désUMRisations et la politique scientifique
 - Construire autant que possible un maillage et des relais sur les désUMRisations
 - Appuyer la consultation du CSA et porter au TA avec ou sans le soutien du SNCS.
- **Faire partir des communications sur :**
 - ZRR
 - PSC
 - Politique scientifique et désUMRisations
 - Lettre de mission du PDG vue par le SNTRS